



Les précis de la Corpo



L1 Droit – Equipe 1 – Premier semestre





Les précis de la *Corpa*



2

L1 Droit – Equipe 1 – Premier semestre

Les précis de la *Corpa*

L1 Droit – Equipe 1 – Premier semestre

Année 2014-2015



Les précisions de la Corpo



L1 Droit – Equipe 1 – Premier semestre

Précis L1 Droit – 1^{er} semestre – 2014/2015

Chers étudiants, ça y est, l'année touche à sa fin. Mais pour bien profiter de l'été et éviter les rattrapages, la case des partiels semble inévitable !

Depuis maintenant **80 ans** la **Corpo Assas** accompagne l'étudiant dans tous les domaines de la vie universitaire, et vous propose notamment des **Précis de Droit**. Ces condensés des cours, comportant un point de méthodologie, guideront, encadreront et rythmeront vos révisions des partiels. Ils ne sauraient évidemment se substituer aux exigences universitaires de recherche personnelle.

Effectivement, ces précis sont là pour vous orienter, ils sont faits par des étudiants et ne remplacent pas une présence assidue en cours et en TD ainsi que l'apprentissage régulier et approfondi des différentes matières.

Si jamais il vous venait des questions, n'hésitez pas à nous joindre aux adresses suivantes : josephine@corpo.fr, fahed@corpo.fr, julie@corpo.fr, ou tout simplement sur la page du Canard !

➤ Comment valider votre année ?

Pour les L1 :

Il faut tout d'abord rappeler que toutes vos notes se compensent. Pour valider de la manière la plus simple votre année, il vous faut valider vos quatre blocs (les deux blocs de fondamentaux et les deux blocs de complémentaires). Cependant, le calcul peut s'avérer plus complexe...

Chaque fin de semestre est marquée par des examens qui constituent l'épine dorsale de la validation de votre année. Bon nombre d'autres possibilités vous sont proposées pour engranger un maximum de points et limiter ainsi l'impact de vos partiels. Chacun de vos chargés de TD va vous attribuer une note sur 20 à l'issue du semestre. Vos TD de matières



Les précis de la Corpo



L1 Droit – Equipe 1 – Premier semestre

fondamentales comptent donc autant que l'examen écrit, lui aussi noté sur 20. Cet examen s'effectue en 3h et nécessite un exercice de rédaction. Sur un semestre, une matière fondamentale peut donc vous rapporter jusqu'à 40 points. Seuls 20 points sont nécessaires à la validation de la matière. Pour valider votre bloc de fondamentales, il vous faut donc obtenir 40 points en additionnant vos notes de TD et vos notes aux partiels. Si toutefois vous n'obtenez pas ces 40 points, vous repasserez en septembre, lors de la session de rattrapage, la, ou les matières que vous n'auriez pas validée(s).

Pour les L2 :

Le principe est similaire, à la différence qu'il y a 3 matières fondamentales et 3 matières complémentaires.

Attention : le passage par septembre annule votre note de TD obtenue dans la matière.

Conclusion simple : travailler toutes les matières un minimum en mettant l'accent sur les TD et les matières fondamentales (les plus gros coefficients) vous permettra de maximiser vos chances de valider votre année du premier coup et ainsi éviter l'écueil des rattrapages de septembre.

- **Système de compensation et session de septembre**

Si, au sein même des unités d'enseignement, les matières se compensent, les blocs peuvent aussi se compenser entre eux à la fin de l'année. Ainsi, si vous obtenez une moyenne générale sur l'année de 10/20, votre passage est assuré.

En cas d'échec lors des sessions de janvier et de juin, une seconde chance vous est offerte en septembre.

Attention, contrairement aux idées reçues, les rattrapages ne sont pas plus faciles, ils sont connus pour être notés plus sévèrement. Toutes les matières des blocs non validés où vous



Les précis de la Corpa



L1 Droit – Equipe 1 – Premier semestre

n'avez pas eu la moyenne sont à repasser. S'il s'agit d'une matière à TD, la note de TD est annulée (même si vous avez été défaillant), de sorte que la note obtenue en septembre compte double (8/20 revient à 16/40). Les points d'avance acquis lors de l'année (points au-dessus de la moyenne lors de la validation d'un bloc) sont valables après les rattrapages et permettent donc la compensation finale comme décrite précédemment.

A noter que le jury peut vous accorder quelques points pour l'obtention de votre année, notamment dans le cas d'un étudiant sérieux en TD... A bon entendeur !

Pour les L1, le passage en deuxième année peut aussi se faire en conditionnel, pour cela il vous faut valider les deux unités d'enseignement fondamental et une unité d'enseignement complémentaire tout en sachant que l'autre unité complémentaire sera à repasser en L2.



Les précisions de la Corpo



L1 Droit – Equipe 1 – Premier semestre

Table des matières :

DROIT CONSTITUTIONNEL	8
Le droit comparé	8
L'Etat	8
➤ La genèse de l'Etat moderne	8
L'Etat européen	8
L'uniformisation étatique	8
➤ Typologie d'Etat : Les différentes formes d'Etats	9
La Constitution	11
➤ L'élaboration de la Constitution	11
Constitutions coutumière et constitutionnalisme	11
Les modifications de la Constitution	11
➤ L'Etat de Droit	12
Le domaine de la Constitution	12
La garantie de la supériorité de la Constitution sur les autres normes	12
Les institutions des Etats-Unis	13
➤ La Constitution et ses évolutions	13
La constitution de 1787	13
Les révisions de la Constitution	13
➤ L'Etat fédéral	14
➤ Les pouvoirs fédéraux	14
Le Congrès	14
Le Président	15
Le Pouvoir Judiciaire	16
La genèse du parlementarisme européen	17



Les précis de la Corpo



L1 Droit – Equipe 1 – Premier semestre

➤ Le modèle anglais	17
➤ Le modèle parlementaire français	18
La Constitution de 1791.....	19
La souveraineté parlementaire (1791-1799)	20
Le régime autoritaire bonapartiste (1799-1814)	21
L'enracinement du régime parlementaire (1814-1877)	21
➤ Le parlementarisme moniste et dualiste.....	23
Le parlementarisme moniste	23
Le parlementarisme avec statut renforcé du chef d'Etat	23
➤ Les institutions parlementaires	23
Les mutations du bicamérisme.....	23
L'organisation du Parlement.....	24
➤ Le gouvernement.....	24
L'organisation de l'exécutif	24



Les précis de la Corpa



L1 Droit – Equipe 1 – Premier semestre

DROIT CONSTITUTIONNEL

Le droit comparé

L'Etat

➤ La genèse de l'Etat moderne

Le droit constitutionnel appartient au domaine du droit public.

C'est le droit qui concerne l'Etat (comme droit international, droit européen). La moitié du droit appliqué en France aujourd'hui est élaborée à Bruxelles. Donc le droit français correspond au droit européen. Le droit public interne se déroule à l'intérieur du territoire entre l'Etat et les citoyens.

Par droit constitutionnel, on entend le droit des institutions politiques de l'Etat, c'est-à-dire comment dans un Etat le pouvoir politique est organisé, et nous verrons que traditionnellement on distingue les organes qui délibèrent de ceux qui exécutent et enfin ceux qui contrôlent.

L'Etat européen

Au XIIIe siècle, l'Etat apparaît en France et en Angleterre. La société féodale était jusqu'alors en place : le pouvoir est éclaté au niveau du contenu (deux organisations : politique et religieuse) et au niveau du territoire. Le principal pouvoir politique au Moyen âge est l'Empire d'Allemagne face au Sacerdoce. L'émancipation des uns par rapport aux autres prend alors différentes formes.

L'uniformisation étatique

Avec la mise en place de l'Etat, le pouvoir politique n'est plus disséminé sur le territoire. L'unification n'est pas sans difficultés : la grande révolte, qu'est la Fronde, montre la volonté des seigneurs de se révolter contre l'Etat. Mais cette révolte est écrasée. L'Etat s'est donc affirmé progressivement et est reconnu en France et Angleterre, origine de sa diffusion progressive dans les autres continents.

L'unification sociale s'ensuit par la suite et commence par la mise en place d'une langue unique de l'Etat puis s'impose après la Révolution Française. En 1789, les Etats Généraux convoqués par Louis XVI se regroupent en Assemblée et opèrent un double mouvement : on unifie totalement d'un côté et on diversifie parallèlement les pouvoirs. Une même organisation se met en place alors dans toute la France : c'est la création de 40 000 communes et 100 départements mais la loi est la même pour tous. Toutefois on sépare le religieux, le judiciaire et l'administratif : c'est l'idéal de l'Etat Moderne, mais il ne vivra toutefois pas longtemps (cf. de 1793 à



Les précis de la Corpa



L1 Droit – Equipe 1 – Premier semestre

Napoléon). C'est la même chose en Angleterre. Ce n'est que plus tard que l'on établira une Monarchie qui respecte la personne avec la mise en place du parlement et de l'Habeas Corpus.

L'Etat est une institution dotée de la personnalité morale de droit public en exerçant son autorité souveraine sur une population et un territoire donnés.

Le droit international a fourni une définition communément acceptée de l'Etat sous 3 éléments constitutifs :

- Un **territoire** à l'intérieur duquel l'Etat exerce un pouvoir exécutif ;
- Une **population** soumise à la seule autorité ;
- Un **pouvoir politique organisé** qui exerce cette autorité.

Le pouvoir que détient l'Etat sur le territoire et sur une population donnée est la **souveraineté** interne ou externe.

L'Etat est à la fois le concept fondateur du droit constitutionnel et du droit international mais c'est aussi un concept qui repose sur des réalités fragiles.

➤ Typologie d'Etat : Les différentes formes d'Etats

Deux grandes formes d'Etat qui se différencient selon leur organisation interne :

- L'Etat Unitaire ;
- **L'Etat Fédéral.**

L'Etat Unitaire

Etat où il n'y a qu'une seule constitution et un seul ordre juridique qui s'applique à toute la population de façon uniforme.

Son organisation peut cependant varier considérablement.

Exemple d'Etat unitaire : La France.

Pour ce qui est de la République française, son droit est un **droit uniforme** et le Parlement français est le seul et unique organe qui ait le droit de voter les lois. Ce système fut mis en place en **1789** car les révolutionnaires de l'époque étaient des défenseurs du principe de l'Etat Nation. Il fallait supprimer les ordres. Comme tout le monde est citoyen, la Constitution doit être la même pour tous. Cette conception unitaire absolue de l'Etat est juridique, militaire et économique. Elle s'est accompagnée de l'idée de créer une nation où chacun est citoyen. Le service militaire et l'école en sont les deux instruments principaux. Ceci a par conséquent permis d'uniformiser le pays en l'espace d'un siècle. Jusqu'en **1982** (Lois de décentralisation) l'Etat unitaire était centralisé.



Les précis de la Corpa



10

L1 Droit – Equipe 1 – Premier semestre

Décentralisation : Transfert de compétences de l'Etat vers une autre personne morale administrative, en générale les collectivités territoriales.

On distingue 2 types d'Etats unitaires :

- **L'Etat centralisé** : Il assure et garantit à tous les citoyens une loi identique sur l'ensemble du territoire par la centralisation du pouvoir en un seul échelon. L'autonomie des collectivités territoriales est très réduite. Du point de vue juridique il n'existe qu'une seule personne morale de droit public : L'Etat.

Exemple : Le Royaume-Uni.

- **L'Etat régionalisé** : Constitue une forme d'Etat évolutive où le cadre constitutionnel reste celui d'un Etat unitaire mais où l'autonomie des collectivités territoriales n'est plus seulement administrative mais aussi politique et institutionnelle.

Exemple : L'Espagne depuis 1936.

L'Etat Fédéral

Etat composé dans lequel deux ordres constitutionnels sont juxtaposés, celui de L'Etat fédéral et celui des Etats fédérés. Formé soit par une association d'Etats antérieurement indépendants, soit par dissociation d'un Etat antérieurement unitaire et obéissant à 3 principes : **La superposition, la participation, l'autonomie.**

Les rapports entre L'Etat et les régimes politiques

Un régime politique c'est la façon dont la politique est organisée dans un Etat.

On distingue deux types de régimes politiques :

- **Le régime parlementaire** : C'est un régime où la séparation des pouvoirs n'est pas stricte mais souple. C'est un régime dont on dit qu'il est un système de collaboration des pouvoirs.
- **Le régime présidentiel** : Dans un Régime présidentiel comme les Etats Unis le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif ne peuvent pas interférer l'un avec l'autre. Il s'agit d'une séparation stricte des pouvoirs.

Sujets type sur ce chapitre :

- Etat Unitaire et Etat Fédéral ;
- Etats fédérés et collectivités territoriales ;
- Etats décentralisé et Etat régional.



Les précis de la Corpa



1

L1 Droit – Equipe 1 – Premier semestre

La Constitution

La Constitution, tout d'abord, c'est l'acte juridique dans lequel l'Etat est défini, organisé et dans lequel les différents organes politiques de l'Etat sont mis en relation. La première chose à faire lorsqu'un pays devient indépendant c'est de rédiger sa Constitution

Au sens matériel : Ensemble de règles écrites ou coutumières qui déterminent la forme de l'Etat.

Au sens formel : Acte juridique suprême de l'Etat consignant les règles constitutionnelles.

➤ L'élaboration de la Constitution

Constitutions coutumière et constitutionnalisme

La coutume repose sur deux éléments : **La répétition** et **l'accord général** pour reconnaître que ces pratiques répétées ont une valeur de règle de droit.

Jusqu'au XVIII^e siècle il n'y avait pas de Constitution écrite en France, les seules règles qu'on ait connu en **1789** c'était les règles de succession au trône et celle concernant l'inaliénabilité du domaine royal. Ce qui explique qu'en France à partir le XVIII^e siècle il y a eu un mouvement de constitutionnalisme. C'est un mouvement permettant de faire une limite définitive de l'arbitraire du Roi et ce, en rédigeant une Constitution écrite.

Constitutionnalisme : Théorie du droit qui considère que le pouvoir souverain et les droits fondamentaux doivent être garantis par une Constitution écrite. Il est fondé sur la suprématie accordée à la Constitution dans la hiérarchie des normes en particulier et la loi en particulier.

La théorie du contrat social a inventé une fonction politique selon laquelle les hommes doivent passer de l'état naturel à l'état civilisé et ce, en passant un contrat. Cette théorie n'est qu'une fiction. Ce contrat, c'est la rédaction d'une Constitution écrite pour protéger l'individu contre l'arbitraire.

Pour qu'il y ait une Constitution écrite, il faut deux choses :

- Que les droits fondamentaux de l'individu soient garantis ;
- Que les pouvoirs soient séparés, que ce soit de façon souple ou strict peu importe.

Cette idée du constitutionnalisme, on va la retrouver dans tous les grands écrits philosophiques du XVIII^e siècle.

Les modifications de la Constitution

Le pouvoir constituant dérivé dépend de la nature de la Constitution.



Les précis de la Corpo



12

L1 Droit – Equipe 1 – Premier semestre

Très souvent, ce sont les acteurs politiques qui le détiennent. Mais il peut arriver qu'on demande au peuple de ratifier une révision de la Constitution. Une Constitution peut être révisée sans en changer une virgule. On peut changer la façon qu'elle a d'être appliquée : Les acteurs politiques des institutions s'accordent pour qu'elle soit appliquée autrement. C'est ce qu'on appelle la Convention politique.

Certaines constitutions sont dites **rigides**, c'est-à-dire qu'elles prévoient des conditions de révision très draconiennes. Donc au lieu de la réviser on la change. Par exemple la constitution de 1791 était impossible à réviser car il fallait que pendant trois législatures le corps législatif vote une proposition de modification à chaque fois.

En **1848**, on a fait une constitution qui prévoyait que le Président n'était pas rééligible et que pour modifier la constitution il fallait une majorité qualifiée. D'où le fait que l'on préfère en général avoir une Constitution **souple** afin de la modifier facilement.

➤ L'Etat de Droit

Etat dans lequel les pouvoirs publics et l'administration sont soumis aux règles de droit.

Le domaine de la Constitution

Aujourd'hui, par Constitution, il faut entendre l'ensemble des dispositions dans les textes de la Constitution qui sont visées de façon directe ou indirecte dans le cadre de la Constitution. Il y a deux écoles de pensée : l'école américaine et l'école française. Dans le droit constitutionnel positif, les droits fondamentaux font partie intégrante de la Constitution.

La garantie de la supériorité de la Constitution sur les autres normes

Un juge est chargé de garantir les droits fondamentaux.

Il y a deux traditions juridiques : la tradition des Etats-Unis et la tradition de l'Europe.

Lorsque le procès se déroule à l'échelle fédérale, chaque échelon de tribunal fédéral suit la même procédure. En dernier ressort, c'est la Cour suprême fédérale qui tranche le litige. Elle est compétente pour juger de la constitutionnalité des lois au niveau national et fédéral et trancher définitivement les litiges. En revanche, en Allemagne, la loi fondamentale de 1949 qui crée la Cour constitutionnelle sert de modèle à la création de toutes les Cours constitutionnelles européennes. En France, le Conseil constitutionnel a un mois pour rendre sa décision. La Cour constitutionnelle fédérale allemande effectue le plus gros de son travail sur l'examen des lois des Etats membres ou de la fédération afin de savoir si celles-ci sont conformes à la séparation des Etats membres et la séparation fédérale. Son deuxième travail est de vérifier si les lois fédérales respectent les droits fondamentaux.

Deux types de contrôles :



Les précis de la Corpa



L1 Droit – Equipe 1 – Premier semestre

- **Le contrôle de constitutionnalité** : Procédures garantissant la supériorité de la Constitution sur les autres normes par l'intervention d'un organe politique ou d'une juridiction ordinaire (modèle américain) ou ad hoc (modèle européen).
- **Le contrôle de conventionnalité** : Procédure garantissant la supériorité des engagements internationaux sur les normes nationales par l'intervention d'une juridiction ordinaire ou ad hoc (CJUE dans l'Union européenne).

Les institutions des Etats-Unis

➤ La Constitution et ses évolutions

La constitution de 1787

La fin de la guerre d'indépendance des colonies anglaises d'Amérique conduit à son terme à la constitution d'une Confédération dès le **14 novembre 1777** qui fut ratifiée qu'en **1781**. Madison, le père fondateur de la Constitution avec Hamilton et Jay, prennent des notes à la convention constitutionnelle de Philadelphie le **14 mai 1787**, qui servira de travail préparatoire à la rédaction d'une Constitution fédérale. Il a fallu que les conseillers plaident dans les Etats afin que les citoyens acceptent la ratification de cette Constitution. Les négociations aboutissent le **17 septembre 1787**.

Les révisions de la Constitution

La Constitution ne peut être révisée que de deux façons :

- Quand le Congrès fédéral en prend l'initiative, c'est à dire quand chacune des deux chambres (Chambres des représentants et Sénat) approuvent à la majorité des deux tiers la révision.
- Quand les parlements des Etats en prennent l'initiative, c'est à dire que les deux tiers doivent voter la proposition de révision avant qu'une convention fédérale soit élue pour rédiger le texte.

Le texte doit ensuite être ratifié par les trois quarts au moins des Etats. Le Congrès décide alors si cette ratification sera l'œuvre des parlements des Etats.

Toutes les révisions de la Constitution fédérale ont été faites à l'initiative du Congrès, l'autre solution étant quasi impraticable.

27 révisions ont été adoptées sur les 33 approuvées par le Congrès. Il y a deux grandes séries d'amendements: les 10 premiers et ceux adoptés après la guerre de sécession.

- Le 1er amendement énonce les droits fondamentaux des citoyens.
- Le 2ème amendement énonce la liberté de la détention et du port d'arme.
- Le 3ème amendement énonce le fait qu'on ne peut loger chez l'habitant en temps de paix.



Les précis de la Corpa



14

L1 Droit – Equipe 1 – Premier semestre

- Le 4eme amendement énonce les droits procéduraux.
- Le 5eme amendement expose le droit à une procédure légale pénale régulière.
- Le 6eme amendement permet à l'accusé en cas de poursuite criminelle de disposer d'un avocat et d'être jugé rapidement.
- Le 7eme affirme que pour tout procès civil important, un jury populaire est obligatoire.
- Le 8eme interdit les amendes excessives.
- Le 9eme déclare que la liste des droits énumérés dans la Constitution n'est pas limitative.
- Le 10eme précise que les pouvoirs qui n'ont pas été expressément attribués au pouvoir fédéral appartiennent aux Etats ou au peuple.

A ces amendements, il faut y ajouter ceux consécutifs à la fin de la guerre de sécession ; le 13eme qui abolit l'esclavage en **1865**, le 14eme qui étend le dû process of law a tous les citoyens en **1868**, et le 15eme qui donne le droit de vote aux anciens esclaves en **1870**.

➤ L'Etat fédéral

Deux niveaux au sein de l'Etat fédéral : Le niveau fédéral et le niveau des Etats fédérés qui sont aujourd'hui 50, alors qu'ils n'étaient que 13 lors de l'émancipation des Etats Unis vis-à-vis des britanniques en 1776. Au moment de la guerre de Sécession, 33 Etats composaient les Etats Unis. Les 17 autres ont été mis en place à la suite de la victoire des Etats Unis sur l'Espagne.

Dès l'origine, les pouvoirs des Etats fédérés ont été limités. L'Etat fédéral veille au caractère démocratique et républicain de leur Constitution. Elle leur ôte tout pouvoir en matière commerciale et monétaire, outre la diplomatie et la défense.

➤ Les pouvoirs fédéraux

Le Congrès

Le statut

Le Congrès est le Parlement qui dispose de deux chambres, la Chambre des représentants qui représente le peuple de l'Union et composée de 453 représentants, puis du Sénat.

La Chambre des représentants est élue pour deux ans au scrutin majoritaire uninominal à un tour et rééligible. Pour être représentant il faut être âgé d'au moins 25 ans, être citoyen des Etats-Unis depuis 7 ans, et résider dans l'Etat.

Le Sénat est composé de deux membres par Etats, donc de 100 membres. Ils sont élus selon le même mode de scrutin que les représentants. Le mandat est de 6 ans, renouvelable par tiers tout les deux ans. Pour être membre, il faut être âgé d'au moins 30 ans, être citoyen des Etats-Unis depuis 9 ans, et résider dans l'Etat.



Les précis de la Corpo



L1 Droit – Equipe 1 – Premier semestre

L'organisation

Les pouvoirs du Congrès sont étendus mais le principal pouvoir est le pouvoir législatif. Le Congrès détient l'exclusivité du pouvoir : il vote et a l'initiative des lois qui peuvent être d'ordre ordinaire, financier ou constitutionnel et par conséquent les amendements. L'exécutif n'intervient pas dans la loi et ne participe pas au débat. Les chambres sont organisées par commissions, ce sont elles qui examinent les textes de loi. La Chambre des Représentants est composée de 19 commissions tandis que le Sénat est composé de 16 commissions. La Chambre des Représentants est sous l'autorité du Président (speaker) tandis que le Sénat a pour président de droit le vice-président des Etats-Unis, mais en pratique c'est le chef de la majorité sénatorial qui organise les débats. Chaque commission est composée de sous commissions. Les textes de loi qui en sortent sont examinés par les commissions en premier lieu puis par l'Assemblée plénière en second lieu. Pour trouver un compromis, on réunit une commission mixte qu'on soumet ensuite au vote des deux chambres.

Les compétences

Le Congrès vote le budget fédéral et possède un droit de veto sur les dépenses publiques de l'exécutif. Il est le seul détenteur du pouvoir législatif partagé entre les deux chambres. Il ne siège par ailleurs que de janvier à juillet et est à l'origine de la plupart des propositions de lois. Le Congrès possède aussi un pouvoir de nomination des fonctionnaires fédéraux. De plus, c'est à lui que revient le pouvoir de contrôle pénal du Président : il ne peut pas être exclu par le Congrès sauf via « l'impeachment » qui est l'empêchement d'exercer sa présidence pour faute grave et peut donc être destitué. C'est la Chambre des représentants qui vote la mise en accusation. Elle le fait à la majorité simple puis ensuite le Sénat se charge de juger. Le Congrès possède également un pouvoir constitutionnel : il peut déclarer la guerre. Il faut que le Président ait l'accord du Sénat pour envoyer les troupes militaires si le conflit dépasse les 60 jours.

Le Président

Le statut

Le Président est élu pour quatre ans au scrutin majoritaire à un tour et rééligible une seule fois. Pour être Président, il faut avoir 35 ans minimum et être né sur le territoire des Etats-Unis d'Amérique. Le Président ne peut faire que 2 mandats de quatre ans, depuis **1951**. Le Vice-président est élu en même temps que le Président mais ne dispose cependant que de pouvoirs limités. Ils forment à tous les deux ce qu'on appelle un « ticket » électoral. Ils sont élus par les Grands électeurs désignés par les parlements des Etats. La campagne se déroule en trois temps ; la première étape consiste à choisir le candidat qui peut se faire de deux façons : soit pas une élection par les militants, soit par une élection par les primaires. Pour les Démocrates, c'est à la proportionnalité et pour les Républicains c'est à la majorité. La seconde étape est la phase de la sélection des candidats. Les campagnes lourdes sont financées par les grands Etats très peuplés. Les élections sont réglementées par la loi fédérale dans le but de contrôler le financement de la campagne mais les candidats peuvent toutefois bénéficier d'une aide publique datant d'une loi de **1971**.



Les précis de la Corpo



L1 Droit – Equipe 1 – Premier semestre

La troisième étape correspond à la désignation des Grands électeurs par chaque Etat. Leur élection se produit le premier mardi de novembre. Pour être élu, le Président doit obtenir la majorité absolue, c'est-à-dire 270 Grands électeurs.

En cas de vacances de la présidence ou « d'impeachment », le Vice-président achève le mandat présidentiel. En cas de disparition du Président ou du Vice-président, cela fonctionne par ordre hiérarchique : le président de la Chambre des représentants, puis le doyen du parti majoritaire au Sénat, puis le président « pro-tempore », puis enfin le ministre désigné par le Président pour lui succéder.

Les pouvoirs présidentiels

Il possède 5 pouvoirs principaux. Son premier pouvoir est le pouvoir réglementaire, il signe les proclamations, qui sont limitées à l'exécutif des lois. Il est le chef de l'administration fédérale et détient le pouvoir de nomination des fonctionnaires fédéraux avec l'approbation du Sénat. Il est également chef de la diplomatie et commandant des forces armées.

En tant que chef de la diplomatie, il nomme les ambassadeurs, établit ou rompt les relations diplomatiques et fixe les orientations de la politique étrangère des Etats-Unis.

En tant que chef des armées, il nomme les responsables de la défense, fixe ses orientations et son budget et décide des opérations, qu'elles soient militaires ou humanitaires. De plus, le Président possède le pouvoir législatif soit de fait, soit constitutionnel à travers son droit de veto.

Il possède également le « pocket veto » qui lui permet d'empêcher la promulgation d'une loi par le Congrès au moment de la fin de la session parlementaire, l'obligeant alors à la ré-étude à la session suivante.

Le Pouvoir Judiciaire

Les juridictions fédérales constituent un système fédéral complet, un système à trois niveaux :

- Les Cours de district ;
- Les Cours d'Appels fédérales ;
- La Cour suprême.

La Constitution américaine, à la différence de la Constitution française, reconnaît l'existence du pouvoir judiciaire.

La Cour Suprême

Le pouvoir judiciaire est placé sous son autorité, elle se trouve au sommet de la pyramide judiciaire étatique/fédérale. La cour suprême est composée de 9 juges inamovibles nommés à vie par le Président. Le Président de la Cour est le deuxième personnage de l'Etat fédéral. La cour suprême est compétente en premier



Les précis de la Corpa



L1 Droit – Equipe 1 – Premier semestre

ressort dans un nombre de cas limités mais quand il s'agit de la mise en jeu du droit fédéral, elle est compétente en appel mais aussi en cassation.

La genèse du parlementarisme européen

Le modèle parlementaire adopté par les institutions européennes est tel qu'il s'est développé au Royaume-Uni et en France avant de se diffuser en Europe au XIX^{ème} et XX^{ème} siècles. L'Europe est le berceau du droit constitutionnel et des institutions parlementaires qui naissent en Angleterre au XIII^{ème} siècle avant de connaître leur forme contemporaine après la révolution libérale au XVIII^{ème} siècle. Ces institutions se sont enracinées dans les régimes représentatifs qui se développent sans discontinuité du Moyen Age à nos jours et dans un système de séparation des pouvoirs qui n'empêchera pas leur collaboration.

➤ Le modèle anglais

Le régime parlementaire est né en Angleterre au XIII^{ème} siècle lors du conflit qui oppose la noblesse à l'Eglise. Ce conflit se matérialise par la Grande Charte de **1215** : aucun impôt ne pourra être levé sans le consentement de la « curia major », soit le conseil commun du Royaume qui réunit les représentants de la noblesse et du haut clergé. Ils sont rejoints ensuite par les représentants des villes. Au siècle suivant, en **1332**, les bourgeois et les nobles se réunissent séparément et constituent la **Chambre de Communes et la Chambre de Lords**. Jusqu'au XVII^{ème} siècle, le régime ne change pas : le parlement se réunit toujours en sessions limitées pour voter les impôts. Les effectifs des chambres augmentent progressivement tandis que la mandature s'allonge, permettant ainsi aux institutions parlementaires de s'enraciner.

L'importance du Parlement devient décisive au XVII^{ème} siècle lors de l'affrontement de ce dernier contre la monarchie : c'est le début de la guerre civile. C'est à ce moment que l'impeachment se développe (accusation par la **Chambre de Communes et jugement par la Chambre des Lords**). Le conflit entre Charles I^{er} et le Parlement (composé des protestants) s'achève par l'exécution de ce dernier et l'abolition de la fonction royale par les protestants : c'est la dictature de Cromwell (**1649-1658**) qui dure dix ans. Elle s'appuie sur l'armée ainsi que sur la Chambre des Communes. La monarchie est restaurée en **1660** et le Parlement anglais vote le premier grand texte : l'Habeas Corpus (qui sera adopté en **1679** par le Parlement). En **1688**, le même Parlement fait appel à une nouvelle dynastie : la dynastie d'Orange (dynastie Hollandaise). A l'époque, la dynastie hollandaise avait également la suzeraineté sur le duché d'Orange en France. Guillaume d'Orange accepte les règles fixées par le Parlement et devient en **1689** roi d'Angleterre. Sous cette dynastie sont votés successivement le Bill of Right et l'Act of Settlement. Le Parlement impose ensuite un statut politique par lequel le roi renonce au veto sur les lois et il n'aura plus le droit de gracier les ministres frappés par l'impeachment (en **1701**) : c'est un tournant dans l'histoire du régime Parlementaire. On entre dans une période durant laquelle les institutions anglaises connaissent un équilibre quasi parfait et quatre institutions vont donc se partager le pouvoir : **le roi** qui nomme ou révoque ses ministres et dissout quand il veut la Chambre des communes, **le**



Les précis de la Corpo



18

L1 Droit – Equipe 1 – Premier semestre

cabinet composé de l'ensemble des ministres qui sont responsables devant le seul monarque et petit à petit devant le Parlement au début du XVIII^e siècle, la **Chambre de Communes** et la **Chambre des Lords**.

Il y a eu des modifications pour arriver à cet équilibre parfait. Guillaume d'Orange est à la tête du pays mais ses héritiers directs sont de moins en moins présents. On fait alors appel au Duc de Hanovre avec une accession de la dynastie allemande à la Couronne britannique. Le cabinet prend des pouvoirs dès lors très importants car le roi ne parle pas la langue donc tous les ministres contresignent les ordonnances royales et le **contreseing** ministériel prend une importance considérable, il devient plus important que la signature royale. Ceci traduit l'autonomie des ministres vis-à-vis du monarque. La procédure de responsabilité des ministres devant le Parlement, c'est à dire l'impeachment, devient une menace et donc disparaît.

➔ C'est l'apparition de la responsabilité politique.

En **1832**, il se produit un changement important relatif à la modification de la loi électorale.

Le nombre d'électeurs à la Chambre de Communes est multiplié par deux. Sa légitimité augmente beaucoup plus que celle de la Chambre de Lords, pour cela on baisse le cens (l'impôt qui permet le droit de vote). La corruption diminue et le prestige de la Chambre des Communes augmente. En **1834**, le Roi dissout la Chambre de Communes qu'il ne trouve pas assez conservatrice or, après la dissolution, c'est la même majorité qui revient. Le Roi perd la bataille politique et le Cabinet nommé émane de cette majorité. Ce binôme Chambre des communes/Cabinet s'affirme contre le binôme Roi/Chambre des Lords.

On entre dans un **parlementarisme dualiste**: c'est l'effacement de la monarchie tandis que les réformes électorales ultérieures ne vont cesser de renforcer la Chambres des Communes et le rôle du Premier ministre. En **1911**, le « Parliament Act » supprime le droit d'amendement des Lords en matière financière et réduit leur droit de veto législatif à deux ans. A partir de **1834**, le Cabinet va se structurer politiquement : le 1^{er} ministre choisi par le Roi va devenir le leader du parti majoritaire (il est député, leader et ministre).

Les candidats sont choisis au scrutin uninominal dans ce nouveau régime parlementaire moniste. En face de ce bloc, le roi et la Chambre des lords ont une influence moindre. Le système reste bicaméral avec une monarchie parlementaire. Le premier ministre de chacun de ces partis s'appuie alors à tour de rôle sur des majorités solides. L'évolution est continue et progressive. La monarchie reste le système, et le bicamérisme est le même depuis le XIV^e siècle. De plus, la loi électorale est la même depuis 800 ans. Cependant, ce parlementarisme va petit à petit servir de modèle aux Etats européens.

➤ Le modèle parlementaire français

Le parlementarisme, né en France de la Révolution de **1789**, s'ouvre avec un cycle constitutionnel marqué par la succession des Constitutions (13 au total) et des régimes politiques. La stabilité se fait en **1877** mais dès **1875**, on dote la France d'institutions quasi stables et cela pendant 65 ans.



Les précis de la Corpo



L1 Droit – Equipe 1 – Premier semestre

La Constitution de 1791

Le **5 mai 1789**, à la veille des Etats Généraux réunis à Versailles par Louis XVI, la France possède des institutions coutumières regroupées autour de quelques textes, les lois fondamentales du Royaume contenant deux dispositions. D'une part la règle de disposition au trône qui est la loi Salique, et d'autre part la loi sur le domaine royal, c'est-à-dire le territoire du Royaume de France. Le roi est doté de conseils qui sont des aides à la décision mais il n'y a pas d'Assemblée délibérante. Une fois par siècle, les Etats Généraux sont convoqués (équivalent de la Curie en Angleterre) par le roi. Il n'y a pas de tradition délibérante dans la vie politique avant la création des Etats généraux.

Les Etats généraux à l'Assemblée Constituante

Le climat intellectuel de l'époque est penché vers une séparation des pouvoirs. Une divergence émerge entre le roi qui voit les Etats Généraux dans leur Constitution traditionnelle et les membres du Tiers Etats

(90% de juristes) qui voient ce rassemblement comme une assemblée constituante. A l'esprit du monarque, ce n'est qu'une assemblée consultative. Les délégués aux Etats Généraux se réunissent entre eux.

Le **17 juin**, les délégués du Tiers Etat se proclament Assemblée Nationale et essaient d'unir tous les députés. Sur les 600 délégués du Tiers Etat, 200 délégués du bas clergé et une dizaine de nobles se joignent autour du Marquis de Lafayette. C'est la création de l'Assemblée Nationale et un défi au Roi. Ce dernier décide d'accepter la dissolution des ordres le **27 juin 1789** et il n'a plus qu'une seule assemblée en face de lui. En réalité, dès cette date, une partie des délégués aux Etats Généraux s'en va (la noblesse conservatrice s'exile).

Cette Assemblée va même faire un deuxième pas en se proclamant le **9 juillet 1789** Assemblée Constituante. Elle se lance dans la rédaction d'une Constitution. Cette Assemblée constituante libérée de ses éléments les plus conservateurs va avoir deux fonctions. La première fonction est d'être une Assemblée politique et être l'interlocuteur du roi et la seconde fonction est la composition de cette assemblée en plusieurs comités pour construire les nouvelles institutions de la France.

La DDHC est alors rédigée et adoptée le **26 août 1789**. Cette déclaration est provisoire, elle doit être complétée mais le texte des institutions doit aussi être rédigé. La majorité qui a rédigé la DDHC comprend toute l'Assemblée, y compris les monarchistes modérés. Mais au lendemain de l'adoption de la DDHC, un nouveau vote se fait au sein de l'Assemblée et modifie le comité de rédaction de la Constitution qui a rédigé la DDHC. En conséquence les monarchistes modérés sont évincés et le comité n'est plus constitué que de délégués du Tiers Etat.

C'est seulement après deux années que la Constitution est adoptée. La DDHC comprend 17 articles inscrits dès le **26 août 1789**. Ils ont été rédigés dans le désordre, ce devait être une rédaction provisoire or en **1791** quand on adopte la Constitution, on vote la déclaration telle qu'elle est. Ce texte est clair et ambigu, la déclaration s'enracine dans le droit naturel. Dès la première phrase, on parle des « *droits naturels* et



Les précis de la Corpa



L1 Droit – Equipe 1 – Premier semestre

imprescriptibles de l'homme » (**Art. 1 et 2**). La mise en œuvre de ces droits naturels en réalité est faite par la loi : c'est elle qui les rend effectifs.

Ces droits sont un mélange de droit naturel et de droit positif tels que le législateur le met ou non en œuvre, d'où la présence d'une ambivalence. Le pouvoir législatif est tentaculaire et empiète sur l'exécutif dans l'organisation de l'administration et l'approbation des traités. Le pouvoir exécutif doit exécuter la loi au sens stricte, sans interprétation. Il y a toujours une part d'autonomie mais le roi est sous le contrôle de l'Assemblée qui doit approuver les traités. Il ne commande pas directement l'armée.

Pour réviser la Constitution, il fallait trois votes successifs de trois législatures consécutives, la révision n'est donc possible qu'au bout de six ans. Les députés font alors un coup d'Etat après la deuxième vague de vetos royaux : ils renversent le régime qu'ils ont fabriqué.

Pendant 3 ans, on reste sans Constitution car la convention de **1792** est incapable d'en établir une. Il faut attendre deux siècles pour restaurer la Constitution de **1789**.

La souveraineté parlementaire (1791-1799)

La République conventionnelle

La période de la Convention dure de **1792** à **1795** où on va vivre sans Constitution. La nouvelle assemblée est appelée Convention en référence aux institutions américaines. L'Assemblée va alors détenir les pleins pouvoirs, elle proclame la République et met fin à la Monarchie. Il n'y a plus de roi, on le juge et le condamne à mort le **21 janvier 1793**. En revanche, elle n'a pas réussi à penser un pouvoir exécutif autre que celui monarchique. L'Assemblée est omnipotente et on n'arrive pas à créer un exécutif qui contrebalance le poids de l'Assemblée. Pour se maintenir, l'Assemblée le fait par la force.

C'est alors que l'Assemblée donne les pleins pouvoirs à une de ses commissions où tous les révolutionnaires se sont invités. C'est le Comité de Salut Public qui dirige la France jusqu'en **1794**.

La Constitution de l'an III

Elle instaure des institutions plus équilibrées le **22 août 1795**. Le droit de vote redevient censitaire, il faut être propriétaire pour être électeur. Le suffrage est indirect et dresse un Parlement bicaméral et un exécutif double. On invente un système où le pouvoir se divise contre lui-même. Le corps législatif se divise entre le Conseil des 500 et le Conseil des Anciens. L'Assemblée est renouvelée par tiers tous les ans. L'exécutif prend le nom de Directoire, un exécutif collégial de cinq membres élus par le Parlement.

Il a autorité sur les ministres. Tous les ans, un des cinq directeurs est renouvelé. Les rescapés de la Convention ont trouvé qu'ils avaient eu du mérite d'avoir survécu et ils votent une loi disant qu'ils seraient encore en fonction pendant les deux premières années de la Constitution donc qu'ils intégreraient les deux Conseils.



Les précis de la Corpa



L1 Droit – Equipe 1 – Premier semestre

Le **9 novembre 1799**, Bonaparte fait son coup d'Etat militaire (**18 Brumaire an VIII**). Napoléon disperse des élus du suffrage universel et instaure un nouveau régime.

C'est la fin d'une période de dix ans entre les Etats Généraux et l'Empire de Bonaparte. Le régime parlementaire est un échec complet faute d'avoir réussi à concevoir un pouvoir exécutif autre que la Monarchie et équilibrant un Parlement omnipotent.

Le régime autoritaire bonapartiste (1799-1814)

En **1799**, il ne reste plus grand chose, Napoléon veut sauvegarder les acquis de la Révolution c'est à dire en termes patrimoniaux mais également que l'administration française soit garantie. Le régime repose sur la primauté de l'exécutif, celle du Premier Consul. En **1804** le Premier Consul devient l'Empereur. L'Empire de Napoléon va très loin (**1810-1812**), jusqu'à la frontière de l'Elbe en Allemagne et couvre toute l'Espagne et l'Italie. Le territoire est divisé en départements. L'empereur a le pouvoir militaire et législatif. Le système français est totalement centralisé sous Napoléon. Il exerce une dictature sans partage pendant quinze ans et s'appuie surtout sur deux auxiliaires : l'armée et l'administration.

L'enracinement du régime parlementaire (1814-1877)

Pendant ces soixante ans, quatre régimes se succèdent :

- De **1815 à 1848** c'est la monarchie parlementaire.
- De **1848 à 1851** le régime en place est la Seconde République avec comme président Napoléon III.
- De **1852 à 1870** le Second Empire de Napoléon III, qui fait évoluer les institutions dans un sens plus libéral est instauré.
- Et enfin de **1870 à 1877** avec la mise en place de la Troisième République et les lois constitutionnelles de **1875** marquées par la recherche de l'équilibre.

Les points communs entre ces régimes se retranscrivent dans le personnel politique qui parvient à survivre à tous les régimes.

La Restauration : Monarchie parlementaire

La restauration commence en réalité en **1814** quand Napoléon capitule. Le comte de Provence, frère de Louis XVI, revient au pouvoir sous le nom de Louis XVIII. Il revient au pouvoir comme si les vingt-cinq années passées n'avait été qu'une parenthèse. Il met en place la **Charte constitutionnelle** ce qui entraîne le rétablissement de la fleur de lys, du drapeau blanc... Elle est octroyée par le souverain, rejetant la théorie de la souveraineté nationale.

Le régime se maintient pendant seize ans. Napoléon revient alors au pouvoir et interrompt la mise en œuvre de la Charte. Il rétablit pour quelques semaines sa Constitution impériale mais il est battu à Waterloo, il est de nouveau exilé et Louis XVIII revient.



Les précis de la Corpo



L1 Droit – Equipe 1 – Premier semestre

Monarchie de Juillet

Charles X est chassé et les royalistes de la famille royale opposée mettent en avant Louis Philippe pour le trône à la place de Charles X. La souveraineté devient nationale, le roi devient roi des français et les Chambres deviennent détentrices du pouvoir constituant. Si le roi garde le pouvoir exécutif, il perd son droit de veto et doit partager l'initiative des lois avec le Parlement. Il reste au pouvoir jusqu'en **1848** et la Charte persiste sauf sur un point, l'impôt pour le droit de vote, le cens, est abaissé... L'instabilité gouvernementale est aussi importante que par le passé : les ministres sont révocables par le monarque et dissolubles face aux Chambres. Petit à petit les sessions parlementaires sont de plus en plus longues.

La vie politique s'organise mieux et le contrôle du Parlement sur les lois sur l'exécutif se précise grâce au prolongement de ces sessions. En 1848, le régime s'effondre par manque de soutien populaire.

La Seconde République

La Constitution est adoptée en **4 novembre 1748** avec une DDHC. On crée pour cela une commission de 18 membres à laquelle participe Alexis de Tocqueville. Son titre de chef des armées est contesté, il ne peut les diriger en personne, il ne peut quitter le territoire sans l'autorisation de l'Assemblée. De plus, il est responsable de ses actes, il exécute les lois de l'Assemblée, il a le pouvoir diplomatique, il prend des décisions. Louis Napoléon fait alors un coup d'Etat le **2 décembre 1851**, il dissout l'Assemblée et écrase la résistance républicaine pour obtenir un plébiscite populaire. Les Républicains organisent une résistance qui est vite contrôlée. Louis Napoléon annonce alors qu'il rétablit le suffrage universel et qu'il va élaborer une nouvelle Constitution qui va s'appliquer pendant 18 ans, ce qui est long à cette époque.

Le Second Empire

En **1852**, la nouvelle Constitution est promulguée. Il est d'abord proclamé Président pour 10 ans puis Empereur. De **1852** à **1870**, le régime libéral a évolué vers un régime parlementaire. En Novembre, il fait réviser la Constitution par un Senatus Consulte qui rétablit l'Empire.

L'empereur a l'initiative des lois. Au début du régime, l'empereur est le seul à l'initiative des lois. Il consulte le peuple s'il le souhaite et peut le convoquer pour lui demander d'approuver des lois. Il faut créer un lien direct entre l'empereur et le peuple via le plébiscite.

En 1870, ce processus est achevé. Une nouvelle Constitution entre en vigueur et fait du Second Empire une Monarchie parlementaire : le Parlement est bicaméral et tout puissant. Napoléon III garde ses pouvoirs mais va progressivement concéder au Parlement des pouvoirs d'équilibre.



Les précis de la Corpa



L1 Droit – Equipe 1 – Premier semestre

➤ Le parlementarisme moniste et dualiste

Jusqu'au début du XXème siècle, le parlementarisme se forme autour de deux chambres. Une qui représente le peuple et l'autre l'aristocratie. Ce type de bicamérisme a disparu partout sauf en Grande-Bretagne où la chambre des Lords existe encore.

Le parlementarisme moniste

Dans tous les pays européens, l'équilibre qui instaurait une double responsabilité devant le Parlement n'existe plus. Le chef de l'Etat est désigné par le Parlement. Le personnage élu n'est pas quelqu'un avec un grand caractère mais il faut qu'il soit capable de calmer le jeu en cas de crise politique. Comme le monarque, il peut exercer une magistrature d'influence qui permet d'orienter le jeu politique.

Le parlementarisme avec statut renforcé du chef d'Etat

Dans une grande moitié des pays européens, le Président est élu par le peuple ce qui lui confère de grands pouvoirs. Toutefois dans de nombreux pays le Président a de grands pouvoirs comme la Pologne, la Croatie, l'Autriche, la France, la Finlande, le Portugal mais il les exerce plus ou moins.

C'est le cas en **1982** au Portugal, en Finlande en **1995**, en Pologne en **1997** et en Croatie en **1999**. En France, le Président détient de vrais pouvoirs constitutionnels propres qui sont le droit de dissolution de l'Assemblée, la mise en place de référendum, la nomination du gouvernement, le pouvoir de crise, la présidence du conseil de ministres. Depuis **1962**, le Président est élu directement par le peuple. Cela explique que le Président français, même en période de cohabitation, garde les prérogatives constitutionnelles. Depuis **2000** le président est élu pour cinq ans et non pour sept. En dehors de la Constitution, en France, les partis politiques désignent leur leader comme candidat à l'Elysée et non à Matignon depuis **1962**. La principale force des partis, c'est qu'ils se sont présidentialisés. Le système est totalement présidentiel d'un côté et totalement parlementaire de l'autre. En Europe le système parlementaire est moniste où le détenteur du pouvoir présidentiel n'est pas toujours le leader du principal parti.

➤ Les institutions parlementaires

Les mutations du bicamérisme

En Espagne, une chambre représente les différents territoires, c'est le Sénat, mais cela n'est pas accepté par la Catalogne. Cela explique que le système bicaméral de **1978** soit un système où il y a bien une deuxième chambre, mais le Sénat représente d'abord les provinces (4) et on rajoute un sénateur suivant la proportion de la population dans les communautés autonomes. La deuxième chambre est la Chambre basse, le Congrès.

En Italie les deux chambres ont le même pouvoir. Le gouvernement est responsable devant les deux chambres, les députés et les sénateurs sont élus de la même manière, au suffrage universel. La loi électorale prévoit une



Les précis de la Corpa



L1 Droit – Equipe 1 – Premier semestre

seule différence, c'est que les députés sont élus dans des circonscriptions réduites alors que les Sénateurs sont élus dans des circonscriptions régionales.

Pour être électeur à la chambre des députés il faut avoir 18 ans et pour être électeurs à celle des sénateurs il faut en avoir 21. Au début du XXème siècle, la Chambre des Lords est composée de 700 Lords, des Lords héréditaires et de la noblesse nommée par le roi et les Lords nommés à vie. A ces Lords s'ajoutent les Lords spirituels, les archevêques de l'Eglise anglicane ainsi que les Lords judiciaires qui forment la juridiction de dernière instance dans l'ordre judiciaire.

L'organisation du Parlement

Même lorsqu'il y'a deux chambres, la seconde chambre n'a pas beaucoup de pouvoir sauf dans le cas du Sénat Italien. Le parlement habilite le gouvernement à prendre des décisions à sa place. C'est ce qu'on appelle les décrets lois. Lorsque le Parlement autorise le gouvernement à agir dans le domaine de la loi il ne peut le faire que dans un temps et un domaine limité. A la fin, il doit valider les décisions du gouvernement. Les décrets lois apparaissent au moment de la Première Guerre Mondiale car on ne pouvait pas réunir régulièrement le Parlement.

Après la seconde Guerre Mondiale, on continue d'agir ainsi malgré l'interdiction constitutionnelle de 1946. Dans la Constitution actuelle c'est dans l'**article 38** et on parle d'ordonnance.

En France dans les **années 1930**, le Parlement laissait le gouvernement prendre des décrets lois impopulaires dans le but de le renverser par la suite et de former de nouveau un gouvernement, ce qui permettait de prendre des mesures rapides sans pour autant perdre le prestige parlementaire. Dans beaucoup de pays le parlementarisme ne permettait pas d'assurer la sécurité politique, les gouvernements pouvaient être renversés à la majorité simple.

En Belgique, en Allemagne, en Espagne on connaît la motion de défiance constructive : une motion de censure prise par une assemblée qui lie le renversement du gouvernement à la mise en place d'un gouvernement successeur obligatoirement. Cette motion doit être adoptée à la majorité des membres de l'assemblée.

➤ **Le gouvernement**

L'organisation de l'exécutif

Le chef du gouvernement est l'homme au-devant de la scène politique, il possède la personnalisation du pouvoir donné par les médias. Il symbolise si bien l'exécutif pour les citoyens que dans beaucoup de pays il bénéficie d'une aura telle que celle du Président Français ou Américain. Au Royaume Uni ou en Allemagne, le chef du gouvernement est le chef de l'exécutif ce qui n'est pas le cas du chef du gouvernement aux Etats-Unis. Dans ces pays le chef du gouvernement est le leader du parti majoritaire.



Les précis de la Corpo



L1 Droit – Equipe 1 – Premier semestre

Il détient le pouvoir politiquement avant de le détenir constitutionnellement. C'est le cumul des deux qui fait la force. Depuis **2010**, les pouvoirs du Premier ministre ont été amoindris pour des questions politiques. L'Angleterre n'a pas de Constitution écrite et tout repose sur la loi votée par le Parlement, le système est fort par ses coutumes mais faible par ses lois. Au sein du gouvernement il y a le Cabinet regroupant les ministres, le Cabinet restreint et le Secrétariat renfermant les secrétaires d'Etat et Parlementaire.